

AUKUS: sous la surface

Le partenariat AUKUS, un accord trilatéral sur les technologies de défense entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie, traduit un changement de la posture de Washington dans la région. Il vise à resserrer les rangs avec d'importants alliés, notamment face à la Chine, et illustre la subordination des préoccupations diplomatiques et des questions de non-prolifération face à l'utilité stratégique.

Par Niklas Masuhr
et Névine Schepers

En septembre 2021, l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis ont annoncé la création d'un partenariat trilatéral de sécurité appelé AUKUS. Ce nouveau format a pour objectif de renforcer la coopération militaire des trois nations dans quatre domaines: l'intelligence artificielle (IA), les cybertechnologies ainsi que les technologies quantiques et sous-marines. Il comprendra le développement d'une flotte australienne de sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire (SNA) par le biais d'un transfert de technologie britannique ou américaine. Bien qu'incertaines, les implications de ce nouveau partenariat sont considérables à bien des égards.

Premièrement, avec l'AUKUS, les trois États indiquent clairement qu'ils reconnaissent le défi systémique et militaire que les actions chinoises représentent pour leurs intérêts et pour l'ordre sécuritaire régional et mondial existant, un défi que l'accord cherche à contrer. Il renforce également le repositionnement stratégique des États-Unis en direction de l'Asie-Pacifique. Deuxièmement, le partage de la technologie de propulsion nucléaire navale se démarque clairement des pratiques du secteur militaire et de celui du nucléaire civil fondées sur des normes de non-prolifération ainsi que sur le maintien des capacités stratégiques. Le transfert des États-Unis au Royaume-Uni en 1958 constitue le



En mai 2020, la Royal Australian Navy s'est associée à l'US Navy pour mener des exercices combinés dans la mer de Chine méridionale. *Reuters*

seul précédent, même si l'ampleur de celui-ci était tout autre, puisqu'il comprenait la coopération dans le programme d'armement nucléaire britannique. Troisièmement, l'AUKUS favorise une tendance plus profonde, celle du changement des rapports de force qui divise toujours plus la région entre un ordre conduit par les États-Unis et un ordre mené par la Chine. Il renforce la pression sur les États de l'Asie-Pacifique et sur les pays, notamment européens, avec des intérêts dans la région en les poussant à choisir un camp, alors même que nombre d'entre eux ne veulent pas définir la Chine comme une menace et

préfèrent laisser la porte ouverte à la coopération avec Pékin.

Une analyse initiale des implications du partenariat en matière de défense et de prolifération ainsi que de son impact sur l'Asie-Pacifique comme sur l'Europe permet de comprendre certaines des tendances stratégiques plus larges à l'œuvre dans la région, les risques qu'elles accentuent et les opportunités qu'elles génèrent.

L'AUKUS contextualisé

L'AUKUS est fondamentalement un partenariat axé sur la coopération en matière

de défense, le partage de technologies et une interopérabilité militaire accrue. Il ne s'agit pas d'une alliance, les États-Unis en ayant déjà formé une avec l'Australie par le biais du traité ANZUS, ainsi qu'avec le Royaume-Uni dans le cadre de l'accord de défense mutuel entre les États-Unis et le Royaume-Uni et de l'OTAN. Le Royaume-Uni et l'Australie ont un partenariat bilatéral établi et les trois pays font partie du réseau de partage de renseignements *Five Eyes*. En outre, le partenariat AUKUS ne repose pas sur un document unique, mais plutôt sur un ensemble d'accords et de déclarations. L'AUKUS se trouve donc à la jonction entre une alliance formelle et un accord multidimensionnel en matière d'armement. La forme qu'il prendra à l'avenir, à savoir celle d'un mécanisme plus institutionnalisé, de «minilatéralisme» flexible mais discret, ou d'un accord entièrement axé sur la technologie, dépendra de la façon dont Canberra, Londres et Washington aborderont deux défis majeurs.

Premièrement, l'AUKUS devra interagir avec d'autres alliances et partenariats dans la région et au-delà, ainsi qu'avec ses adversaires. Au vu de la crise diplomatique que son annonce a précipitée avec la France, une alliée tant des États-Unis que du Royaume-Uni dont le contrat à valeur de 66 milliard de dollars pour des sous-marins diesel est par conséquent tombé à l'eau, l'AUKUS n'a pas été lancé sous des auspices particulièrement favorables. Les trois États doivent également apaiser les pays de la région qui craignent que l'AUKUS y exacerbe la logique de course à l'armement et en aggrave l'instabilité. Pointer la Chine du doigt ne suffira pas.

Deuxièmement, le programme de SNA de l'Australie, son initiative de défense la plus vaste et la plus complexe à ce jour, ne présente pas de solution simple ni de délais raisonnables. Il devra endurer des contrôles parlementaires ainsi que de nombreux cycles électoraux. Les gouvernements partenaires étudient actuellement les nombreux paramètres de ce programme dans le cadre d'une période de consultation initiale qui devrait durer au moins jusqu'en mars 2023.

Promesse militaire stratégique

La *Royal Australian Navy* (RAN) devrait seulement recevoir des SNA opérationnels d'ici les années 2040, toutefois ceux-ci ne constituent qu'un seul élément des annonces de l'AUKUS. Il est donc judicieux de considérer l'aspect stratégique régional dans son ensemble. Pour les États-Unis, la

compatibilité et l'interopérabilité militaires sont des priorités essentielles de leur structure d'alliances dans le Pacifique. Celle-ci repose sur l'intégration fluide de troupes alliées aux formations américaines. Cela implique en premier lieu un équipement et des besoins logistiques similaires, mais s'étend également à la capacité d'opérer conjointement en termes de tactiques et de procédures. On observe des priorités comparables dans les efforts de défense euro-

L'AUKUS devra interagir avec d'autres alliances et partenariats dans la région et au-delà.

péenne des États-Unis au sein de l'OTAN, mais dans le cas de l'Asie-Pacifique, les compétences nécessaires prennent un tournant maritime et aérien plus marqué.

En ce sens, les plateformes des trois partenaires de l'AUKUS nécessaires pour combattre sur les longues distances de l'océan Pacifique sont déjà similaires. Ceci est particulièrement prononcé dans les forces aérospatiales respectives pour lesquelles des plateformes similaires ou identiques servent de systèmes aéroportés d'alerte précoce, d'avions de patrouille maritime et d'avions de chasse polyvalents. Cette similitude permet aux États-Unis de fusionner leurs réseaux de capteurs et leurs systèmes d'armes avec ceux de leurs proches alliés militaires dans la région.

Les déclarations de l'AUKUS concernent quatre autres pôles technologiques que le partenariat cherche à développer en commun pour des applications stratégiques et militaires. Dans le contexte des applications militaires, l'IA recouvre autant la planification améliorée et les systèmes de gestion de combat que la collecte et l'analyse améliorées, voire automatisées, de renseignements. Des plateformes militaires autonomes sans pilote susceptibles d'être déployées dans un avenir proche dépendent également des avancées dans ce domaine. Le projet comprend également l'exploitation des technologies quantiques émergentes, à des fins similaires. En outre, les opérations militaires en réseau sur de longues distances nécessitent des communications sécurisées. Dans un contexte offensif, celles-ci sont susceptibles d'inclure la perturbation des dispositifs de commandement et de contrôle de l'ennemi ainsi que, d'un point de vue défensif, le besoin de protéger les infrastructures civiles et les acteurs économiques. Enfin, les signataires entendent investir dans le développement

de véhicules sous-marins autonomes (UUV), des dispositifs décisifs pour de futures opérations militaires sous-marines, car ils permettent la répartition de capteurs et de systèmes d'armes à travers des plateformes plus nombreuses.

Étant donné les délais de livraison éloignés des SNA, ces pôles technologiques pourraient s'avérer plus utiles en termes militaires et stratégiques que les sous-marins dans un avenir proche. Des logiques tant militaires que politiques ont conduit à la rupture du contrat de sous-marins diesel-électriques avec la France au profit d'une plateforme à propulsion nucléaire. Le grand avantage de la propulsion nucléaire réside dans son autonomie et dans sa vitesse et, par conséquent, dans sa portée opérationnelle. Les scénarios américains d'un conflit avec la Chine sont ici un enjeu majeur. Des sous-marins nucléaires permettraient à la flotte sous-marine australienne de s'engager plus au nord et plus près des côtes chinoises. D'un point de vue tactique, des sous-marins diesel-électriques seraient en revanche mieux adaptés pour opérer plus près de l'Australie et présentent donc une utilité moindre pour la position de force du Pentagone.

À l'heure actuelle, il est cependant difficile de savoir quelle classe de sous-marin la RAN peut espérer déployer, aucune option n'allant de soi. Si la classe britannique *Astute* peut s'avérer judicieuse grâce à ses moindres exigences en matière de coûts et d'équipage, la classe *Virginia* de la marine américaine peut embarquer davantage de charge utile tout en étant propulsée par un réacteur plus moderne. Par conséquent, Canberra fait face à un choix difficile: l'Australie peine déjà à armer sa flotte actuelle de classe *Collins*, mais les plateformes *Virginia* pourraient être avantageuses en matière de longévité, notamment grâce à leur capacité de liaison avec des UUV. En revanche, à l'heure actuelle, ni les États-Unis ni le Royaume-Uni ne disposent de la capacité industrielle nécessaire pour produire simplement des sous-marins supplémentaires permettant à la RAN de combler l'intervalle de 20 ans avant la mise en service des navires de prochaine génération.

Et les difficultés ne s'arrêtent pas là. Former les officiers et les équipages représentera une tâche colossale nécessitant un soutien considérable de la part des partenaires de l'Australie. Les réacteurs nucléaires ainsi que leurs capacités et infrastructures connexes compliquent encore les projets de

Canberra. Le contrat de sous-marins nucléaires risque également de mettre à mal les normes de non-prolifération nucléaire en exploitant ouvertement une lacune du régime de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), composant clé du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

Questions de prolifération

Bien qu'il s'agisse de deux initiatives bien distinctes, le développement de la propulsion nucléaire navale et celui de l'armement nucléaire nécessitent tous deux de la matière fissile. C'est pourquoi seuls les États dotés d'armes nucléaires ont jusqu'à présent exploité des réacteurs nucléaires navals. Les États non dotés d'armes nucléaires sont légalement autorisés à développer des navires à propulsion nucléaire. Les accords de garanties nucléaires conclus avec l'AIEA autorisent ainsi des matières nucléaires à ne pas être soumise aux garanties dans le cadre d'une «activité militaire non interdite» telle que les réacteurs navals. Cette lacune vient de la difficulté qu'a l'AIEA de surveiller les matières nucléaires utilisées dans les sous-marins et du désir des États non dotés d'armes nucléaires d'assurer un accès aussi

Le contrat de sous-marins nucléaires risque de mettre à mal les normes de non-prolifération en exploitant une lacune du régime.

large que possible aux activités nucléaires à l'exception de l'armement. Cette exemption n'a encore jamais été utilisée.

Les États-Unis ont clairement indiqué que le partage de cette technologie avec l'Australie constitue une exception et découle des excellents antécédents et engagements de l'Australie au regard de la non-prolifération. Canberra participe activement au régime du TNP et elle fait également partie de tous les principaux mécanismes de contrôle des exportations, accords de sûreté et de sécurité nucléaire et traités de non-prolifération. C'est notamment le cas du traité de Rarotonga, qui établit une zone exempte d'armes nucléaires dans le Pacifique Sud. Toutefois, l'Australie ne prévoit pas de se doter de capacité d'enrichissement de l'uranium et recevra très probablement ses réacteurs chargés et scellés, rendant de fait impossible le détournement de la matière nucléaire. Le risque de prolifération serait donc proche de zéro. Le principal problème provient du précédent que cela crée dans le régime du TNP, précédent

que d'autres États pourraient invoquer à l'avenir, soit au regard de l'approvisionnement, soit pour justifier des programmes d'enrichissement nationaux. L'AIEA s'appuie sur un processus davantage politique que juridique pour assurer le respect de ses accords. Par conséquent, un tel précédent compliquerait l'imposition de sanctions pour faire garantir ce respect en cas de prolifération suspectée. Il pourrait également conduire à avoir deux poids, deux mesures, ce que des États comme la Russie et la Chine suspectent déjà les États-Unis et leurs alliés de pratiquer.

Alors que la France et la Chine alimentent leurs sous-marins nucléaires avec de l'uranium faiblement enrichi (UFE), l'Inde, la Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis ont recours à de l'uranium hautement enrichi (UHE). L'utilisation continue d'UHE à travers le monde constitue un risque de prolifération préoccupant que les États-Unis essaient d'atténuer dans le contexte des réacteurs de recherche. Toutefois, Washington a refusé d'appuyer un tel changement dans le cas des sous-marins, avançant que la conversion des réacteurs navals à l'UFE coûterait trop cher, renforçant encore une approche à deux poids, deux mesures. L'UHE sera probablement le carburant de choix pour les sous-marins australiens et proviendra certainement des États-Unis, qui en disposent encore d'un stock. Justifier l'utilisation d'UHE dans des États non dotés d'armes nucléaires est discutable, notamment en considérant le manque de progrès dans les négociations d'un traité d'interdiction de la production de matières fissiles.

L'AUKUS offre également une opportunité pour répondre à ces préoccupations de non-prolifération en remplaçant au cœur des discussions la question oubliée de la lacune des garanties de l'AIEA. Au vu des excellents antécédents de l'Australie en matière de non-prolifération, ce pourrait être l'opportunité d'encourager la création d'un modèle strict comprenant des conditions que les États non dotés d'armes nucléaires auraient à remplir lors de l'acquisition d'une technologie de propulsion nucléaire. Plusieurs spécialistes ont notamment suggéré la conclusion d'un protocole additionnel à l'accord de garanties, le respect total des garanties pendant un nombre minimal d'années et l'approvisionnement externe en combustible nucléaire. L'Australie remplissant déjà la plupart de ces critères, cette approche pourrait être perçue comme une

Lectures complémentaires

James M. Acton, «**Why the AUKUS Submarine Deal is Bad for Nonproliferation – And what to Do about it**», *Carnegie Endowment for International Peace*, 21.09.2021.

Tanya Ogilvie-White / John Gower, «**A Deeper Dive Into AUKUS. Risks and Benefits for the Asia-Pacific**», *Asia-Pacific Leadership Network for Nuclear Non-Proliferation and Disarmament*, 05.10.2021.

Andrew Nicholls / Jackson Dowie / Marcus Hellyer, «**Implementing Australia's Nuclear Submarine Program**», *Australian Strategic Policy Institute*, 14.12.2021.

réécriture des règles à son profit. L'AUKUS pourrait donc aller plus loin et explorer des garanties non intrusives avec l'AIEA; des propositions en ce sens existent déjà et pourraient être approfondies de manière inclusive.

Alliances ou partenariats

Les questions de prolifération constituent l'une des deux principales raisons avancées par Pékin pour condamner l'AUKUS, la seconde étant la menace que représente le partenariat pour la stabilité de la région et le retour à une «mentalité de Guerre froide». Ces deux discours s'appuient sur les appréhensions existantes exprimées par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) vis-à-vis de l'AUKUS. La récente déclaration de la Chine quant à sa volonté de signer le protocole du traité de Bangkok (l'accord établissant une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est) indépendamment des autres États dotés d'armes nucléaires est une manière de courtiser les États de l'ASEAN, pour qui le désarmement reste un objectif fondamental de politique étrangère. Cette approche aide également Pékin à recueillir le soutien d'États préoccupés par le précédent qu'établit le transfert américain de technologie de propulsion nucléaire à l'Australie, tout en ayant l'avantage de détourner l'attention de l'expansion du programme nucléaire chinois.

L'annonce de l'AUKUS alimente les peurs des États d'Asie du Sud-Est qui craignent que ce partenariat aille à l'encontre des approches régionales inclusives et crée un système d'alliances à plusieurs niveaux. Les acteurs locaux alignés sur les États-Unis, comme Singapour, pourraient être contrariés si l'AUKUS entraîne une hiérarchisa-

tion des alliés et des partenaires de Washington. Même les pays soutenant les États-Unis pourraient se trouver mal à l'aise avec le choix binaire qu'implique l'AUKUS alors que les relations deviennent toujours plus sécurisées et militarisées. D'autres peuvent préférer conserver plus

Certains États européens digèrent mal l'accent de l'AUKUS sur la «puissance dure».

d'ambiguïté dans leurs relations avec les États-Unis et la Chine et en vouloir à Washington de les pousser à choisir un camp. L'accueil plus modéré que le Japon et la Corée du Sud ont réservé à l'annonce reflète également une incertitude quant aux opportunités de coopération avec le format de l'AUKUS. Le caractère «exceptionnel» du partage de la technologie de propulsion navale avec l'Australie contrarie Séoul. En effet, par le passé, les États-Unis ont refusé d'appuyer les ambitions coréennes de développement d'un programme de SNA en raison des antécédents plus problématiques de la Corée du Sud en matière de prolifération.

En fin de compte, l'Australie assume une part disproportionnée des risques qu'implique le partenariat pour l'avenir de la région. Enraciner son partenariat avec les États-Unis de connotations militaires explicites est un pari risqué. La position de Washington sur l'Asie-Pacifique et le rôle que l'Australie y occupe sont susceptibles de changer, tout comme l'hypothèse que les États-Unis sortiraient vainqueurs d'un potentiel conflit militaire avec la Chine. Toutefois, ce pari pourrait s'avérer gagnant; en raison de sa situation géographique, la position de l'Australie dans la région sera toujours davantage menacée que celle des États-Unis ou du Royaume-Uni, avec ou sans l'AUKUS.

Fission transatlantique?

Alors que les États-Unis accordent la priorité à l'Asie-Pacifique, l'Europe doit se demander avant tout si l'AUKUS en est un symptôme ou un moteur. Actuellement, il semblerait que ce soit les deux: le désir de

Washington de se concentrer sur ses proches occidentales remonte aux premiers jours de la présidence de George W. Bush, lorsque la Chine est passée du statut de rivale à celui d'adversaire. Autre question que les capitales européennes doivent se poser: la façon dont l'AUKUS a été annoncé au détriment du contrat de sous-marins français traduit-elle un faux-pas diplomatique ou plus largement un mépris affiché pour les intérêts continentaux?

Sans oublier que le lancement de l'AUKUS a complètement éclipsé l'annonce de la stratégie indopacifique de l'UE, écartant encore davantage les Européens, alors même qu'ils cherchent à s'impliquer dans la région. Tout comme les pays de l'ASEAN, certains États européens digèrent mal l'accent de l'AUKUS sur la «puissance dure», préférant maintenir une certaine ambiguïté dans leurs relations avec la Chine.

En outre, l'annonce est intervenue quatre semaines après la chute de Kaboul, ce qui a fourni des arguments aux partisans d'une autonomie européenne accrue face à l'abandon des États-Unis. Toutefois, les événements de 2022 en Europe ont montré que cette interprétation est quelque peu simplifiée, au moins pour l'instant. Dans la période qui a précédé l'invasion massive de l'Ukraine par la Russie ainsi que durant, les États-Unis ont clairement pris au sérieux les craintes des pays de l'est membres de l'OTAN, malgré une préférence manifeste pour l'Asie-Pacifique. Bien que les relations diplomatiques avec la France se soient refroidies à la suite de l'annonce de l'AUKUS, aucun camp ne souhaite mettre en danger ces liens sur le long terme.

Perspectives

À l'heure actuelle, l'impact plus général du partenariat sur la région est relativement incertain. Il est probable qu'évaluer les implications concrètes de l'AUKUS ne soit possible que lorsque les diverses questions quant à la portée et à l'intensité de la future coopération auront trouvé une réponse, et en fonction du succès ou de l'échec futur du programme sous-marin trilatéral. On peut

s'attendre à obtenir des indications à ce sujet début 2023, après le processus initial de consultation. L'Australie encourt la part du lion en matière de risques, puisqu'elle a choisi de potentiellement sacrifier sa capacité individuelle de défense en faveur d'une capacité collective. Même sans les avantages accumulés de l'AUKUS, Canberra risque de faire face à des circonstances plus compliquées sur le plan politique, en particulier dans ses relations avec les pays de l'ASEAN.

Concernant la non-prolifération, l'AUKUS semble être le symptôme d'un changement d'attitude des États-Unis. Au vu des menaces militaires perçues que posent la Chine et la Russie, des normes établies laissent la place à une application plus sélective dans une période marquée par une compétition déclarée entre grandes puissances. Les États-Unis sont le seul fournisseur nucléaire à tirer parti des lacunes du TNP et le transfert américain de technologies aussi sensibles illustre la difficulté de réconcilier les nouvelles exigences de dissuasion, de stabilisation des crises et de non-prolifération, cette dernière perdant sa priorité à court terme aux profits des deux autres. L'impact sur Pékin est une dernière variable qui, à l'heure actuelle, est difficilement quantifiable au regard de l'AUKUS et du changement d'attitude général des États-Unis en faveur d'une posture régionale plus sécurisée et militarisée. Reste à voir si ce changement maritime fera obstacle à l'influence chinoise ou la rendra possible en ouvrant un espace politique à exploiter.

Voir le [site thématique du CSS](#) pour en savoir plus sur la doctrine militaire et l'acquisition d'armes.

Niklas Masuhr est Researcher au sein de l'équipe Global Security du Center for Security Studies (CSS) à l'ETH de Zurich.

Névine Schepers est Senior Researcher au sein de l'équipe Swiss and Euro-Atlantic Security du CSS.

Les **analyses de politique de sécurité** du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH de Zürich. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais.

Editeur: Benno Zogg
Révision linguistique: Névine Schepers
Layout et graphiques: Rosa Guggenheim

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Plus d'éditions et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

L'État islamique en 2022 No 299
Comprendre la planification axée sur les capacités No 298
Rançongiciels: approches nationales de protection No 297
La cybersécurité dans le secteur de la santé No 296
Pénurie globale de puces No 295
Le retour des talibans et les relations sino-russes No 294

© 2022 Center for Security Studies (CSS), ETH Zürich
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000534511